

L'objectif d'une politique de sécurité routière est notre sécurité à tou/tes : conducteurs comme passagers, piétons, cyclistes... Elle de diminuer le nombre d'accidents et les blessés, voire décès, qui en découlent. Force est de constater que les efforts constants depuis de longues années amènent des résultats nets, bien qu'insuffisants encore. En un coup d'œil, le graphique ci-dessous nous permet de voir la diminution régulière du nombre de morts sur les routes depuis le début des années 1970, alors même qu'il y a davantage de véhicules en circulation. Il ne faut pas relâcher les efforts, en témoigne le regain d'accidents dramatiques ces dernières années. La vitesse et la conduite sous l'emprise d'alcool ou de stupéfiants restent des causes majeures auxquelles s'attaquer.

Il faut donc agir en même temps sur plusieurs leviers :

- **la prévention et l'éducation** (spots, intervention dans les écoles, multiplication des radars de vitesse dits "pédagogiques"...))

- **la dissuasion** (et nous sommes totalement favorables à l'utilisation de moyens automatisés pour le contrôle de la vitesse),

- **la réglementation** (il faut exiger des constructeurs des véhicules plus fiables, il est important de ne pas reculer en terme d'exigences dans le code de la route, en particulier sur les limitations de vitesse comme le 30 km/h en ville qui a le double intérêt de baisser le nombre et la gravité des accidents et réduire les émissions de gaz polluants...),

- **l'entretien et la sécurisation des itinéraires routiers** (que nous différencions bien de la création de nouveaux axes, bien souvent inutiles),

- **l'utilisation des transports en commun** (qui outre leur atout environnemental, permettent de réduire le nombre de véhicules en circulation et sont moins accidentogènes),

- **le développement des axes cyclables** (en ville comme sur les départementales, l'accroissement du nombre de cyclistes diminue le nombre d'accidents

La sécurité routière relève d'une prérogative publique et, comme vous, nous sommes inquiets des risques de privatisation qui peuvent exister.